

Mort de Ben Laden : le PAKISTAN (une fois de plus) dans la tourmente [1/2]

□ Dans la journée du 2 mai, après une traque laborieuse étirée sur une décennie et une planification finale méticuleuse, un commando d'élite aéroporté américain fond sur une spacieuse bâtisse de la paisible Abbottabad, ville de garnison située 50 km au nord-est de la capitale administrative pakistanaise, Islamabad (voir carte ci-dessous). Derrière ses hauts murs et ses fils barbelés, un hôte insolite, de première importance, cible de cette opération éclair : le fondateur et chef de la nébuleuse terroriste Al-Qaïda, Oussama Ben Laden. Si divers membres de sa famille échappent à la mort, ce dernier n'est pas pris vivant ; son corps est emporté, 40 mn après le début de l'assaut, par les Navy Seals US. Après une dernière identification et un rituel funéraire musulman, la dépouille de l'homme le plus recherché au monde depuis 10 ans est immergée, à partir d'un porte-avions croisant au large, en mer d'Arabie. Une fois encore - une fois de trop ? -, on retrouve, au cœur de cette repoussante matrice terroriste d'inspiration islamiste, sans plus être surpris ou presque, l'ineffable Pakistan.

□ Comment Ben Laden a-t-il pu vivre les dernières années de son existence dans cette tranquille cité du nord, dans une demeure entourée de bâtisses propriétés...de dignitaires militaires, distante de quelques centaines de mètres à peine d'une prestigieuse académie militaire, sans le concours, la protection, la bonne volonté de personnes extérieures, voire de membres ou d'entités de l'establishment, civil ou militaire ? « Jusqu'au 2 mai, les services secrets du monde entiers n'ont pas eu plus de succès que les nôtres pour appréhender O. Ben Laden », se défend Y.R. Gilani, 1<sup>er</sup> ministre pakistanais en visite à Paris - une initiative au timing par ailleurs bien étonnant - le 4 mai. Un argument qui peine à extraire ce fébrile pays d'Asie du sud de l'ornière. L'occasion d'esquisser, dans le cadre de ces 2 pages et à travers quelques questions-réponses, diverses interrogations, incertitudes, associant, dans un maels-trom que l'on devine inconfortable mais en définitive pas si surprenant, cette république islamique et nucléaire, à la fois « alliée » stratégique des Etats-Unis...de la Chine, ennemie intime de l'Inde et dernier refuge de Ben Laden.

■ Est-il concevable que les autorités pakistanaises aient ignoré, jusqu'au jour même de l'opération, la présence d'O. Ben Laden sur leur territoire ? Il ne fait guère de doutes que la population pakistanaise, dans son immense majorité, ignorait tout de la présence de cet hôte indésirable et recherché sur son territoire, tout spécialement dans cette « banlieue » résidentielle ; il en va certainement différemment de divers cercles du pouvoir, militaires notamment. Du reste, parmi les derniers « voisins » du leader défunt d'Al-Qaïda — lequel résidait à quelques centaines de mètres à peine d'une prestigieuse académie militaire —, nombre de hauts responsables de l'armée, retraités dans leur cossue demeure. Plus encore, s'il s'avère qu'O. Ben Laden passa bien ses dernières années à Abbottabad, avec la logistique que cela implique, comment concevoir que personne, dans les milieux autorisés (gouvernement, politico-religieux, armée, services de renseignements, etc.), n'ait eu connaissance, à un moment ou un autre, de son « séjour prolongé » dans le pays ? Une hypothèse hautement improbable que les autorités d'Islamabad (en civil ou en uniforme) peineront - ainsi qu'elles en prennent la mesure ces derniers jours - à défendre.



■ Le commando d'élite américain est intervenu seul, sans en référer par avance à Islamabad ni demander le concours des forces pakistanaises ? Comment expliquer cette démarche unilatérale ? Echaudés par divers précédents où la meilleure volonté de la soldatesque pakistanaise et du pouvoir resta à démontrer, et devant l'importance de l'enjeu, lequel ne souffrait pas la moindre prise de risque et devait à tout prix aboutir à un succès plein et entier, la Maison-Blanche, le Département d'Etat, les responsables des services et de l'armée estimèrent préférable — voire absolument nécessaire - de tenir à l'écart de cette entreprise critique leurs homologues d'Islamabad. Toute « fuite » eut compromis la réalisation de l'opération et peut-être repoussé de plusieurs années la neutralisation définitive du chef d'Al-Qaïda. Un risque somme toute inacceptable, que repoussèrent — avec quelque raison - les décideurs américains. Peu important en définitive après coup les susceptibilités du pouvoir, de l'armée ou de la population pakistanaise.

■ Aux yeux de Washington, du monde, après avoir abrité des années durant le terroriste le plus recherché de la planète, le Pakistan conserve-t-il un semblant de respectabilité, de crédit international ? Cela fait des années que le Pakistan, ce voisin fébrile de l'Inde (sur son flanc oriental) et de l'Afghanistan (frontière occidentale) traîne une image déplorable dans le concert des nations : islamisme, terrorisme, coups d'Etat militaires à répétition, violence interconfessionnelle, talibanisation de divers pans du territoire (cf. zones tribales), volonté d'en découdre avec l'Inde, état de droit médiocre, zones de non-droit multiples (cf. Karachi), assassinats réguliers, s'additionnent pour faire de cet Etat à la fois en développement...et nucléaire un candidat crédible au club des Etats voyous (Rogue States).

**Mort de Ben Laden : le PAKISTAN (une fois de plus) dans la tourmente (2/2)**

Il va de soi que ces derniers événements ne vont pas remettre en cause cette réputation peu flatteuse, bien au contraire ; le peu de crédit dont jouissait encore Islamabad en dehors de ses frontières va se réduire comme une peau de chagrin. Lorsque les responsabilités des uns et des autres, les défaillances, seront établies, des têtes tomberont, des personnalités et des institutions (cf. services de renseignement) connaîtront des moments difficiles. Plus largement, le Pakistan, dernière patrie d'exile du chef terroriste le plus recherché du XXI<sup>e</sup> siècle, trainera longtemps dans son sillage l'égaré de certains de ses concitoyens et responsables, politiques, militaires et religieux.

■ **Washington et Islamabad, dans la configuration présente, peuvent-ils « encore » travailler ensemble ?** Ces dernières années, c'est essentiellement dans la douleur que se conçoit la coopération américano-pakistanaise. Entre demandes de Washington aussi pressantes qu'insatisfaites (cf. opérations militaires au nord-waziristan) et manifestations de déplaisir, procédures dilatoires et arguties discutables pakistanaises, le chemin de croix de la coopération bilatérale est en permanence semé d'embûches, de pièges, de déceptions. « *Cela n'est pas toujours une relation facile, vous le savez* », confiait tout récemment la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, avant d'ajouter, « *Mais d'un autre côté, il s'agit d'une relation productive pour les deux pays, et nous allons continuer à collaborer de gouvernement à gouvernement, entre militaires, entre agences de renseignement et, plus important encore, entre citoyens américains et pakistanaïses* » (*Dawn*, 5 mai 2011). La confiance et l'estime mutuelles, ciments indispensables des rapports pérennes entre partenaires, ont de tous temps largement fait défaut au couple contre-nature américano-pakistanaïses. Qu'en dire alors aujourd'hui...



Le 1<sup>er</sup> ministre pakistanais Y.R. GILANI reçu à l'Elysée le 4 mai 2011 : un « timing » étonnant.

■ **Du gouvernement, de l'armée, des services secrets, qui devrait pâtir le plus de cette découverte insolite ?** Pour une fois, ce n'est pas le faible exécutif civil pakistanais (Président A.A. Zardari ; 1<sup>er</sup> min. Y.R. Gilani) qui essuie les tirs d'une opinion publique intérieure choquée et interloquée par les événements du 2 mai : la toute puissante institution militaire, les redoutés et omnipotents services de renseignements (*Inter-Services Intelligence* ou ISI) dépendants de cette dernière, sont sous le feu des critiques, tant pour leur incompétence supposée (lacune dans le renseignement), du fait également que l'opération *Gerónimo* ait été conçue et réalisée sans le concours direct de la *Pakistan Army*. Une situation inhabituelle pour ces acteurs redoutés, orgueilleux et à la rancune proverbiale. On notera du reste que durant les 3 jours qui suivirent l'attaque des *Navy Seals* sur Abbottabad, pas davantage l'ombrageux général Kayani, le patron des armées que le Lieutenant-général A.S. Pasha, directeur en exercice de l'ISI, ne prit en public la parole sur le sujet. Un silence assourdissant, sous un déluge de critiques cinglantes, trahissant à minima un certain malaise ; bien compréhensible.



Le général A.P. KAYANI  
Chef des armées, l'homme fort du pays... fort discret du 2 au 5 mai.

■ **Se trouverait-il au Pakistan des « gagnants » de cette situation nouvelle ?** La nouvelle de la disparition du fondateur-inspirateur de la nébuleuse Al-Qaïda constitue en soi, pour le monde entier donc pour la vaste population pakistanaïse (175 millions d'habitants), une nouvelle des plus appréciables. Cependant, on peut estimer que le fait que cette traque décennale ait pris fin sur le territoire pakistanais, à proximité de la capitale administrative, que ce séjour insolite se soit étiré sur plusieurs années et ait donc été rendu possible grâce aux concours de complicités internes, ajoutera nécessairement au fardeau déjà (sur)chargé de l'image effroyable d'Islamabad sur la scène internationale. Déjà minimaliste, le crédit de ce pays en développement enferré dans les maux les plus divers (militantisme, islamisme, terrorisme, économie exsangue, violence interconfessionnelle, corruption, etc.) confinera désormais avec les tréfonds. En toutes hypothèses, il ne se trouvera que bien peu de « bénéficiaires », s'il en est localement seulement un...

■ **Doit-on redouter des implications sur les (sensibles, chaotiques) relations indo-pakistanaïses ?** Ainsi que l'on pouvait l'anticiper, dans un contexte de réchauffement timide des rapports indo-pakistanaïses, toujours sinistrés par le traumatisme du « 11 septembre indien » (attentats de Mumbai, en novembre 2008), New Delhi n'a pas tardé à réagir ; depuis Kuala Lumpur (Malaisie), le ministre indien des Affaires étrangères confia le 3 mai : « *Je pense que le Pakistan a beaucoup de choses à expliquer sur le sujet* » (*The Hindu*, 4 mai 2011). On peut estimer que le gouvernement indien, lui-même quelque peu affaibli dernièrement au plan intérieur (cf. divers scandales politiques et financiers), ne va pas prendre le risque de tendre précipitamment la main à son instable voisin de l'ouest, en lequel Delhi n'a, disons-le sans détour, probablement pas plus confiance et d'estime que Washington en porte à Islamabad.

**PROSPECTIVE** : dans la foulée de la disparition du chef d'Al-Qaïda, le Pakistan, son gouvernement à l'autorité et aux aptitudes sujettes à caution, ses forces armées prises en flagrant délit d'insuffisance ... de complaisance ou de duplicité, sa population, ne sachant plus à quels nouveaux maux se vouer, s'apprêtent à vivre des lendemains tendus. Placée entre le marteau de l'opinion publique intérieure et l'enclume de la menace terroriste, Islamabad est plus que jamais fébrile, exposée, à la merci d'un nouveau drame, nonobstant la légèreté de son chef de gouvernement et son improbable escale parisienne au lendemain d'une rare tempête. Depuis le 2 mai et le succès de l'opération *Gerónimo*, Washington a dans une certaine mesure repris l'initiative dans ses rapports alambiqués avec l'incommode partenaire pakistanais. De bon augure pour l'avenir ?